

Amérique latine: La montée d'une nouvelle gauche

Paul Haslam, Ph.D., Analyste Principal, FOCAL

Ateliers diversité et solidarité. Un regard sur l'Amérique latine: nouveau contexte politique, social et économique, les nouveaux acteurs sociaux, Université du Québec en Outaouais, 4 juin 2003

Je vais vous entretenir aujourd'hui du nouveau contexte politico-économique latino-américain et de l'émergence d'une nouvelle gauche au cours des dernières années. J'aborderai ensuite ce que ces changements peuvent signifier en ce qui a trait à la politique étrangère canadienne.

Le nouveau contexte latino-américain

L'Amérique latine a beaucoup fait parler d'elle dernièrement. Depuis l'an 2000, une série de crises politiques et économiques ont secoué cette région. Les indices de croissance et les investissements étrangers ont baissé de manière drastique. L'Argentine a connu beaucoup d'agitation sociale et la dévaluation de sa monnaie a fait plonger en chute libre son économie sur une période d'un an. La crise argentine a poussé les économies de l'Uruguay, du Paraguay et du Brésil au bord d'un désastre financier. Ces problèmes ont été aggravés dans le cas du Brésil par l'appréhension d'une victoire électorale de Luiz Inacio « Lula » da Silva. Pour compléter ce portrait, une guerre civile fait rage en Colombie : le gouvernement vénézuélien d'Hugo Chávez a été impliqué dans un long et stérile affrontement avec une opposition intransigeante. De plus, les conflits sociaux continuent de s'intensifier au Pérou où l'état d'urgence a été déclaré la semaine dernière.

Ces difficultés ont pris naissance dans un contexte mondial qui a été particulièrement inamical envers l'Amérique latine. Les États-Unis, toujours le joueur le plus important de l'hémisphère, ont montré un intérêt relatif envers l'Amérique latine depuis ses nouvelles préoccupations de guerre au terrorisme. Toutefois, un des changements les plus importants dans cette région réside dans une série d'élections de gouvernements de gauche en Amérique du Sud. C'est d'ailleurs sur ce changement que je veux pousser plus loin ma réflexion.

La nouvelle gauche

Depuis octobre 2002, de nombreux gouvernements de gauche ont pris le pouvoir à travers l'Amérique du Sud, contribuant ainsi à accentuer de manière décisive le poids politique des gouvernements de gauche déjà existants d'Hugo Chavez au Venezuela et de Ricardo Lagos au Chili. Le plus important changement de gouvernement est bien sûr celui de Luiz Inacio « Lula » da Silva au Brésil, mais il ne faudrait pas non plus négliger celui de Lucio Gutiérrez en Équateur (qui a remporté la victoire grâce à son alliance avec le mouvement autochtone), et celui, plus récent, de Néstor Kirchner en Argentine. Mais la gauche a également démontré une force étonnante dans les pays où elle n'a pas obtenu la présidence. En Bolivie, par exemple, les autochtones et les partis anti-mondialisation ont manqué de peu la présidence, et au Pérou en novembre 2002, l'Alianza Popular Revolucionaria (APRA) a gagné près de la moitié des gouvernements régionaux. Il ne

faut toutefois pas surestimer l'importance de cette vague. La Colombie, le Mexique, l'Uruguay, le Paraguay, le Pérou et la plupart des pays d'Amérique centrale ont des gouvernements de droite.

Il est également important de ne pas présumer que tous ces gouvernements ont des racines semblables ou viennent d'un contexte politique semblable avec des idées similaires. Tous ceux qui étudient l'Amérique latine reconnaissent que lorsqu'on parle de l'hémisphère en termes généraux, comme « la nouvelle gauche », il est important de toujours reconnaître l'importance des particularités nationales, qui limitent bien souvent la portée de ces généralisations. Ainsi, on peut distinguer à l'intérieur de la nouvelle gauche au moins trois types distincts de « gauche ».

Premièrement, il y a la gauche qui a pris le pouvoir à partir de partis institutionnalisés qui avaient une longue histoire, et dont l'engagement social-démocrate est inébranlable, comme c'est le cas pour Lula et Lagos, et dans une moindre mesure, pour Kirchner également.

Deuxièmement, il y a ceux qui ne sont pas tant des gauchistes traditionnels, mais plutôt une sorte de « populistes » qui cherchent à parler « au peuple » directement, sans utiliser les partis comme médiateurs (les partis devenant alors de simples intermédiaires au service du chef), comme c'est le cas pour Hugo Chávez et Lucio Gutiérrez. Ces leaders tendent à accéder au pouvoir dans des États où le système traditionnel de partis s'est effondré et que rien n'a encore pris sa place.

Troisièmement, on peut identifier une gauche non-démocratique, soit Fidel Castro à Cuba. Je crois qu'il est très important de faire une nette distinction entre Castro et quelqu'un comme Chávez qui a souvent proclamé son admiration pour le modèle cubain, mais qui continue d'opérer à l'intérieur des normes démocratiques. De toute façon, Cuba reste marginal au sein du débat sur la nouvelle gauche, notamment à cause de son isolement du reste de la communauté latino-américaine et de son statut de seule dictature des Amériques.

À cet égard, je me dois de souligner que la plupart des références à la nouvelle gauche en Amérique latine et à ses tendances radicales et révolutionnaires témoignent d'une mauvaise conceptualisation de la part des observateurs concernés. Même dans ses variations les plus radicales, la gauche n'est autre qu'une nouvelle manifestation du populisme qui existe en Amérique latine depuis les années 1920. Le populisme des années 1920 reflétait une tentative d'incorporer les travailleurs au sein des systèmes politiques qui privilégiaient les classes moyennes et aisées et qui étaient mal institutionnalisés. Le populisme des années 2000 connaît également un contexte de faible institutionnalisation des partis, mais cette fois, on cherche plutôt à incorporer les exclus politiques et économiques à des secteurs informels et autochtones. Bien que le culte de la personnalité et un certain manque de respect envers les institutions soient souvent associés au populisme latino-américain, il doit être précisé que l'engagement envers la démocratie (au lieu de la révolution) est plus fort qu'au sein des mouvements de droite de

ces mêmes pays. De plus, l'engagement des plus importants leaders (Lula, Lagos, Kirchner) et partis de gauche institutionnalisés envers la démocratie est irrécusable.

Un nouvel agenda?

La nouvelle gauche latino-américaine ne partage pas un agenda commun de la même façon que les partis marxistes de la région le faisaient dans les années 1960 et 1970 (selon lequel une révolution ou une transition non-violente vers un socialisme d'État à la russe était le but commun). L'idéologie du passé est révolue, et s'il existe un agenda commun, il est essentiellement dédié à améliorer les conditions de vie des exclus des sphères sociale et économique.

Bien que le mouvement anti-mondialisation semble avoir adopté Lula comme étant un emblème de son succès, tous les dirigeants de la nouvelle gauche ont démontré un véritable engagement pour des politiques favorables au marché. Un budget équilibré est d'ailleurs à la base de toutes les politiques économiques et sociales de la nouvelle gauche. En septembre et octobre 2002, la course à la présidence brésilienne de Lula amena une pression spéculative énorme sur la monnaie qui servit une dure leçon sur la possibilité de miner un gouvernement et son programme. Lula ne pouvait implanter ses politiques progressistes, comme celle de « Faim zéro », qu'après avoir rassuré les investisseurs qu'il n'était pas un radical, qu'il souhaitait équilibrer le budget et qu'il rencontrerait les standards du FMI. En fin de compte, c'est la confiance des investisseurs qui détermina si le Brésil pouvait gérer sa dette ou non. Une autre marque des signaux conservateurs que les dirigeants de la nouvelle gauche ont essayé d'envoyer se retrouve dans l'habillement veston-cravate, qui, comme un écho de ce nouveau support des valeurs commerciales, est devenu l'apanage même des dirigeants de la nouvelle gauche, même ceux dont les origines politiques sont très radicales, comme Chávez.

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), souvent pointée du doigt par les protestataires anti-mondialisation du Nord, est plutôt bien vue par les présidents de la nouvelle gauche. Si leur position diffère des périodes antérieures, c'est parce qu'elle est maintenant marquée par la demande de réciprocité : c'est-à-dire qu'en échange de l'ouverture de leurs marchés, les États-Unis doivent ouvrir leur secteur agricole largement subventionné. Il est à noter que plusieurs économies d'Amérique latine avaient déjà ouvert leurs marchés de manière unilatérale dans les années 1990, et que ces pays ont donc déjà payé en grande partie le prix de cette libéralisation du marché. Ils ont toutefois reçu peu de ses bénéfices, notamment à cause de la protection des marchés agricoles états-uniens et européens. Si la ZLÉA se conclut avec succès, l'accès au marché agricole états-unien doit être accordé. Il est toutefois trop tôt pour dire s'il verra le jour, mais il est clair que le Brésil émerge déjà en tant que leader régional en demandant des concessions états-uniennes comme conditions initiales pour toutes négociations.

Il est également possible de dire que la nouvelle gauche en Amérique du Sud est unifiée par son rejet mitigé de la réforme prescrite par le Consensus de Washington. En 1990, John Williamson a identifié 10 points qu'il estimait refléter le consensus émergent de la façon de promouvoir la croissance. Parmi ces 10 points (ou principes) figuraient une

discipline fiscale, une réforme des taxes et impôts, une libéralisation du marché, un encouragement de l'afflux de capitaux d'investisseurs étrangers, la privatisation et la déréglementation. Même s'il est juste de dire que le Consensus de Washington ne fut jamais tout à fait implanté, une série d'études majeures publiées en 2000 ont démontré de façon tangible que cette décennie de libéralisation en Amérique latine n'a pas apporté les bénéfices et la croissance escomptés, ni une amélioration de l'égalité salariale et du développement de la région. C'est pour cette raison que dans son discours, la nouvelle gauche s'est éloignée du Consensus de Washington pour s'attaquer directement à l'inégalité et à la pauvreté. La fameuse politique « Faim zéro » de Lula peut d'ailleurs être vue comme faisant partie de cette mouvance. Il s'agit là d'un changement primordial, et l'habileté de l'Amérique du Sud à articuler une alternative cohérente, et surtout, fonctionnelle, au Consensus de Washington constitue certainement le plus important défi auquel elle est confrontée.

Toutefois, quelque chose de très intéressant est en train de survenir au sein des pays d'Amérique du Sud – c'est ce qu'on pourrait appeler une sorte de nouvelle coopération ou coordination. L'opposition, que l'on a retrouvé à travers les Amériques contre la guerre en Irak menée par les États-Unis, a permis l'éclosion d'une source inattendue d'unité – en partie parce que les gouvernements qui comptaient davantage amadouer les États-Unis ont réalisé qu'ils devaient plutôt tenir compte de l'opinion de leurs propres commettants qui étaient nettement contre la guerre. Le Chili et le Mexique, tous deux membres non-permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, se préparaient à assumer leurs responsabilités mondiales avec maturité, soutenant les institutions de gouvernance mondiale, en défendant l'importance du multilatéralisme et souhaitant voter contre les États-Unis advenant une seconde résolution de l'ONU. Sous plusieurs aspects, leur position était très similaire à celle du Canada. En fait, à quelques exceptions près, l'Amérique latine était unie contre la guerre américaine en Irak. Les pays des Amériques qui formaient une partie de la « coalition » étaient la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua. Ce groupe était entièrement dépendant de l'aide financière et du marché états-unien.

Ce front commun s'est répété lors de l'assermentation de Néstor Kirchner comme nouveau président de l'Argentine, le 25 mai dernier. Son assermentation fut le lieu de rencontre d'un mini-sommet informel avec 13 chefs d'États présents, dont tous les présidents sud-américains. Cet événement faisait suite à une rencontre historique entre Lula et Kirchner au début de mai, rencontre au cours de laquelle les deux présidents ont promis de former une alliance politique où leurs valeurs partagées de social-démocratie et de coopération deviendraient la base à partir de laquelle ils lanceraient des programmes sociaux communs, ils renforceraient le Mercosur, ils travailleraient à une monnaie commune et coordonneraient leur politique étrangère. Pour la première fois, la route cahoteuse et inachevée de la libéralisation des marchés régionaux devenait le point de départ pour une sorte d'intégration politique.

À l'assermentation de Kirchner, l'alliance stratégique avec le Brésil devient un « axe continental » au sein duquel tous les pays sud-américains peuvent participer. Le contenu de cet axe continental est toutefois peu défini, et il serait plus sûr de parler d'un principe

plutôt que d'un agenda politique concret. Toutefois, au cœur de cette idée résident des concepts qui semblent avoir un charme irrésistible pour l'Amérique latine : le pan-américanisme pour contrer la doctrine de Bush, la social-démocratie pour contrer le Consensus de Washington, l'autosuffisance pour contrer la dépendance, la confiance en soi pour contrer le désengagement.

Chose intéressante, l'Amérique du Nord (les États-Unis, le Canada et le Mexique) semblent être exclus de cet axe. Pour les États-Unis, cela va de soit, puisque l'axe est par définition en contraste, pour ne pas dire en opposition, aux États-Unis. Par contre, le Mexique est exclu parce que le Brésil et le Mexique luttent actuellement pour être le chef de file de l'Amérique latine (mais cette bataille semble déjà être gagnée par Lula). Et finalement, le Canada en est exclu, malgré ses orientations politiques compatibles avec celles de « l'Extrême-Sud », principalement parce que sa présence dans les politiques de l'hémisphère restent marginales.

La politique étrangère canadienne face aux Amériques

Sans aller dans les détails de la politique étrangère canadienne envers cette région, j'aimerais soulever quelques interrogations à propos de cette politique. Si on exclut la relation bilatérale avec les États-Unis, la politique étrangère canadienne peut être divisée en quatre catégories différentes :

- Premièrement, l'amélioration des échanges commerciaux au sein de l'ALÉNA.
- Deuxièmement, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) qui devient clairement une activité prioritaire pour le ministère des Affaires étrangères et du commerce international.
- Troisièmement, un appui soutenu aux institutions régionales et multilatérales, comme l'Organisation des États américains et le Sommet des Amériques.
- Quatrièmement, la politique « d'engagement constructif » envers Cuba.

Mais devant ce nouveau contexte latino-américain, est-ce que les priorités de la politique étrangère canadienne sont appropriées?

La ZLÉA est devenue l'objectif politique le plus important pour le gouvernement canadien. Toutefois, avec le Brésil en particulier qui questionne la justesse de cet agenda; peut-on dire que le Canada met tous ses œufs dans le même panier?

Le Canada continue de diriger la majorité de ses activités sur les organisations multilatérales de l'hémisphère, plus particulièrement sur l'Organisation des États Américains et les Sommets des Amériques. Toutefois, les Sommets des Amériques n'ont pas eus les résultats escomptés. Le Canada a également mis l'accent sur les organisations multilatérales au point de négliger les contacts directs, qui sont la clé de la diplomatie en Amérique latine. Cela eut pour effet d'exclure le Canada de nombreuses initiatives discutées par les chefs d'États latino-américains cette année à l'occasion de plusieurs assermentations.

Cuba – À la fin de mars et au début d'avril, il y a eu une répression soudaine contre le mouvement croissant de dissidence à Cuba au cours duquel 75 personnes ont été emprisonnées pour une vingtaine d'années. Cela est survenu après la normalisation des relations canado-cubaines suite à une répression antérieure qui avait causé l'arrêt des contacts au niveau ministériel et un refroidissement des relations. Cette dernière répression cubaine nécessite une réévaluation des efforts nécessaires pour demander à La Havane de respecter les droits humains et ainsi continuer la politique canadienne « d'engagement constructif ».

Le Canada a le potentiel nécessaire pour être écouté et avoir une influence certaine sur le devenir des Amériques. En fin de compte, la réussite dépendra surtout si les objectifs de la politique étrangère tiennent compte du nouveau contexte politico-économique de la région.

Juin 2003.